



30 septembre 2008

**Mobilisation nationale des
salariés du secteur
sanitaire et social à l'appel
de toutes les Organisations
Syndicales siégeant à la
FEHAP**



Les revendications :

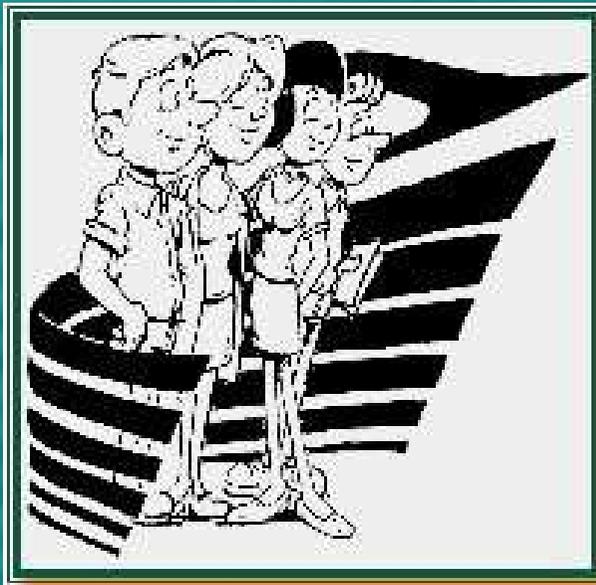
- Lutte contre la baisse du pouvoir d'achat
- Augmentation significative de la valeur du point
- Revalorisation des bas salaires
- Revalorisation des métiers
- Amélioration des conditions de travail

À LA MGEN :

- Reconnaissance du travail, de l'implication et de l'effort des salariés par l'acceptation des revendications sur la prime décentralisée
- La MGEN doit jouer pleinement son rôle auprès des instances (FEHAP, Tutelles, etc)

ÉTABLISSEMENTS MGEN du secteur Action Sanitaire et Sociale

FORTE MOBILISATION



- Dans un secteur où la CFDT est largement majoritaire
- Où la CFDT est présente dans la quasi totalité des établissements

Manifestation nationale, à Paris ...

- Des salariés des établissements MGEN de :
 - Institut Marcel Rivière
 - Résidence Denis Forestier
 - Fontenay en Parisis
 - Rueil Malmaison
 - CSMRP *

ont rejoint les 7000 manifestants dans les rues de la capitale.



* Centre de Santé Mentale et de Réadaptation de Paris

... et en province !



- Les établissements de province ont répondu massivement à l'appel par des manifestations locales :
 - Grève de 1 à 2h, 1/2 journée ou journée selon les centres
 - Regroupement des grévistes
 - Distribution de tracts
 - Présence de la presse
- Certains salariés ne se sont pas déclarés grévistes, mais ont travaillé avec un autocollant « salariés en colère » ou autre.
- D'autres ne pouvaient pas être présents physiquement mais ont fait connaître leur soutien au mouvement.

*Nous n'avons pas de photos pour chacun des établissements,
mais voici quelques illustrations ⇨*

SOCIAL Journée nationale d'action

Débrayage à la MGEN

ÉVIAN-LES-BAINS / SAINT-JEAN-D'AULPS

Ce mardi, les syndicats appellent les personnels des deux sites de la MGEN (*), Évian et Alexis-Léaud à Saint-Jean-d'Aulps, à s'associer à la journée nationale d'action de la branche association sanitaire sociale et médico-sociale. En clair, une heure de débrayage entre 10 et 11 heures et le regroupement des effectifs devant les deux établissements.

« Cette action n'est que la continuité d'un mouvement engagé depuis le début de l'année », indique Pascale Splawski en sa qualité de déléguée syndicale CFDT. L'insatisfaction des personnels est motivée par la dégradation du pouvoir d'achat et des conditions de travail. « Et les non-réponses que nous oppose la MGEN. » Via un durcissement de leur action, les syndicats entendent faire pression sur cet employeur, mais aussi sur les décideurs et financeurs nationaux. « On ne peut accepter que nos établissements soient dotés de budgets de plus en plus réduits. C'est toute la politique de santé qui est en cause. »

La détérioration des conditions de travail prend une dimension particulière pour les

REPÈRES

CENTRE ALEXIS-LÉAUD

■ Le centre "historique" de Saint-Jean-d'Aulps est appelé à fermer. Toute l'activité sera recentrée à Évian dans les murs de l'ancien hôpital Camille-Blanc. À ce jour, Saint-Jean-d'Aulps compte 90 lits et quelque 120 salariés.

À ÉVIAN-LES-BAINS

■ Ouverte en juillet dernier, l'unité d'Évian compte 30 lits et une vingtaine de salariés.

salariés d'Évian et Saint-Jean d'Aulps - seuls établissements du département - avec le regroupement de ces deux unités sur Évian. « Effectivement, c'est une situation particulière. Si nous la savons incontournable du fait de la fermeture de Saint-Jean, elle n'en est pas moins délicate et contraignante pour les personnels, les deux sites étant distants de 30 km et il s'agit de route de montagne. » L'installation sur Évian devrait se concrétiser à l'orée 2011/2012, mettant fin à cette période de transition.

Françoise GRUBER

(*) MGEN : Mutuelle générale de l'Éducation nationale.

- 74 - « Alexis Léaud » St Jean d'Aulps
« Camille Blanc » Évian



Les salariés de la MGEN dans la rue

Hier, un mouvement de grève à la MGEN de Saint-Jean-d'Aulps suivait l'appel national des syndicats réunissant l'ensemble des salariés des organismes du secteur privé non lucratif. Parmi les revendications, le pouvoir d'achat tenait le haut du pavé : revalorisation significative de la valeur du point, des bas salaires et un point sensible, interne à la MGEN, la négociation sur la prime décentralisée qui se parerait d'une « prime au mérite », jugée trop suggestive pour être équitable.

L'amélioration des conditions de travail, avec notamment les difficultés liées à la politique de restriction budgétaire de la santé en France, fait aussi partie des aspirations du personnel de l'éta-

blissement mutualiste qui a débrayé pendant une heure, avec des banderoles pour défilé dans le village.

« Nous estimons que depuis 1999, la baisse de notre pouvoir d'achat est de l'ordre de 12 %, principalement à cause de l'austérité qui prévaut dans notre secteur d'activité et qui induit une stagnation des grilles de salaires. C'est le résultat d'une politique salariale dictée par les pouvoirs publics et appliquée à la lettre par nos employeurs », affirmaient les porte-parole du mouvement local. Ils reprenaient ainsi à leur compte les arguments de la mobilisation nationale, qui demandait l'ouverture de négociations visant à rattraper la baisse récurrente du pouvoir d'achat.



Les manifestants ont eu le soutien des patients de la MGEN et des habitants de Saint-Jean-d'Aulps.

Le Dauphiné Libéré

MANIFESTATION

du 30 septembre 2008

ÉVIAN-LES-BAINS

**Mouvement solidaire
à la MGEN**



Solidaires de l'ensemble du personnel de la Mutuelle générale de l'Éducation nationale (MGEN), les 25 salariés du site d'Évian ont observé une heure de débrayage hier matin. Les motifs : la situation actuelle qui se dégrade dans les services de santé publics et privés, des conventions collectives inadaptées et des salaires qui ne suivent plus le coût de la vie.

MGEN - ST JEAN D'AULPS

30/09/2008



défilé dans le village



rassemblement devant la mairie

- 68 -

Trois Épis



II ARÈS Les salariés demandent cinq postes

La MGEN dans la rue

■ Il est assez inhabituel de voir l'avenue de la Plage et la rue du Port, deux axes majeurs d'Arès, envahies par des manifestants. Ou plutôt des manifestantes. Le personnel de la maison de retraite de la MGEN (Mutuelle générale de l'enseignement) a fait écho aux revendications nationales concernant le blocage des salaires, la perte du pouvoir d'achat et la dégradation des conditions de travail dans le domaine de la santé et du social.



Les manifestants ont reçu un bon accueil des automobilistes PH. C. E.

Baisse de la qualité. « Nous constatons, ici à Arès, une charge de travail qui devient de plus en plus importante sans personnel supplémentaire », a déclaré Violeta Coste, représentante CFDT. « Nous ne pouvons plus garantir la qualité du service à nos résidents. En plus, nos salaires sont bloqués. C'est une politique concoctée par nos ministres de tutelle et suivie fidèlement par notre direction nationale. »

Pour elle, la structure arésienne a besoin de deux aides-soi-

gnantes, une infirmière et deux personnes pour la logistique, cinq emplois en plus sur 40 aujourd'hui, pour assurer le bien-être des quelque 80 résidents. « Nous avons à plusieurs reprises informé la direction nationale de nos soucis, maintenant nous durcissons notre mouvement », explique encore Violeta Coste. Résultat : une manifestation, bien acceptée par la plupart des automobilistes, qui se sont vu remettre un tract sur les revendications de ce mouvement.

■ C. E.

- 33 -

EHPAD d'Arès



MANIFESTATION

Les salariés de la MGEN en grève

Blocage des salaires; pouvoir d'achat, les salariés de la Maison de retraite des fonctionnaires ont débrayé pendant une heure, mardi 30.

Il n'est pas courant de voir une manifestation dans Arès ! Pourtant, mardi 30 septembre, une trentaine de salariés de la maison de retraite MGEN, Établissement Hébergeant des Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) ont observé une heure de grève, de 11h à midi. Les salariés sont descendus dans la rue, avec banderoles et tracts.

Pas vraiment un climat insurrectionnel, mais plutôt une manifestation bonne enfant, d'ailleurs bien perçue par la population. Le 30 septembre avait été choisi au niveau national comme journée d'action contre les blocages de salaires, la perte du pouvoir d'achat, et la paupérisation de ces secteurs, suite à la dégradation des conditions de travail.

Violeta Coste-Chément, la déléguée syndicale CFDT, explique les raisons de ce débrayage : « Cette situation est le résultat d'une politique salariale dictée par les pouvoirs publics, et appliquée fidèlement par les employeurs. Depuis 1999, nous avons perdu plus de 12 % de notre pouvoir d'achat, et nous voulons une revalorisation de 2,15 %, rétroactive au 1er jan-



Pour un meilleur service auprès de nos résidents (il y en a 79), il manque deux aides-soignants, et deux agents logistiques à la maison de retraite MGEN.

vier 2008, et l'ouverture de négociations visant à rattraper les pertes. Pour un meilleur service auprès de nos résidents (il y en a 79), il manque deux aides-soignantes, et deux agents logis-

tiques : nous travaillons à la chaîne, nous sommes saturés de travail, une personne peut faire 20 toilettes par matinée ! -

[P.T.]



icide - La Jolie

L' Olivier

Medico-Chirurgical

3 - 1000

1000

1000

L'Arbizon
- 65 - Bagnères de Bigorre



Centre médical L'Arbizon en grève



Le personnel de L'Arbizon en grève s'est réuni pour crier : « Cela suffit! ».

80 % salariés du centre médical L'Arbizon se sont retrouvés, dernièrement, pour répondre à l'appel de mobilisation de toutes les organisations syndicales CFDT, CGT, UNSA, FO, CGC.

Ils manifestaient leur mécontentement concernant le blocage des salaires, la perte du pouvoir d'achat, en s'adressant aux décideurs et financeurs nationaux des établissements hospitaliers à but non lucratif (notamment les établissements regroupés sous la convention FEHAP). Mais ils s'adressaient également à leur employeur, la MGEN, qui tarde à répondre sur les points de négociation qui sont de son ressort tels que les primes décentralisées

et bien entendu les conditions de travail... Une délégation a été reçue par le directeur d'établissement, M. Fombonne, qui a pris note des revendications des salariés venus dénoncer la dégradation du pouvoir d'achat (12 %

depuis 1999). L'ensemble des travailleurs du secteur sanitaire et social est touché par ce problème, et en ce mardi 30 septembre, le personnel de L'Arbizon s'est rassemblé pour crier haut et fort avec eux : « Cela suffit! ».

M. Philippe ROBINEAU

Infirmier libéral

informe sa clientèle qu'il exerce sur le secteur de Montgaillard et environs et qu'il a rejoint le cabinet infirmiers de M^{mes} Céline ROBINEAU, Anne FILLASTRE et Chrystel MARIE

situé au 165, rue du 11-Novembre à Montgaillard
Tél. 05.62.91.30.71

Soins à domicile et au cabinet, le mardi, de 7 h 30 à 8 h 30

35 . Vendredi 3 octobre 2008



Salariés en grève à Montrichard et Chissay-en-Touraine

Qu'il se soit à l'APAJEH à Montrichard ou à la Ménaudière à Chissay-en-Touraine, les salariés se sont mobilisés pour la première fois de mémoire des plus anciens.

Autre point commun, ils sont dans des structures associative ou fédérale à but non lucratif mais assujetties à des fonds publics.

La revendication salariale est en tête des préoccupations du personnel (20) de l'Institut de soins de la Ménaudière qui a débrayé une heure « sans altérer le suivi des patients ». Les

salariés de l'APAJEH (47) demandent ainsi une hausse du point, le paiement des heures supplémentaires mais aussi le respect des conventions. « L'encadrement des handicapés prime. Nous avons un rôle social important et nous n'avons jamais refusé de bicarner notre temps de repos pour un remplacement. Nous demandons la reconnaissance de notre travail, des responsabilités qui nous incombent que ce soit en ESAT ou en foyer occupantiel... »



Septante-dix grévistes à la Ménaudière : une première, de mémoire des plus anciens.

- 41 -
Chissay en Touraine
La Ménaudière

- 62 -

EHPAD d'Huby St Leu



Salaires bloqués : le personnel de la Chimotaie suit la grève nationale

Le mouvement national a touché la Chimotaie. Le personnel de l'établissement de Cugand a débrayé pendant une heure mardi dernier. Il demande une revalorisation des salaires.

C'est une première dans l'histoire sociale de la Chimotaie. Tous services confondus (médical, paramédical, administratif, logistique), le personnel de l'établissement de la MGEN (Mutuelle générale de l'Education nationale) spécialisé dans l'hébergement pour personnes âgées dépendantes, a débrayé pendant une heure mardi 30 septembre. Le motif de la mobilisation n'a rien de local. Le personnel a répondu à une journée d'action nationale. Par ce mouvement, la centaine de grévistes de Cugand a ainsi voulu montrer sa solidarité avec le mot d'ordre lancé par l'intersyndicale de la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés à but non lucratif. Une fédération à laquelle est rattachée la MGEN.

Face au blocage des salaires et aux pertes de pouvoir d'achat, les représentants syndicaux de Cugand ont rappelé l'urgence de revaloriser les salaires. "Il n'y a eu aucune revalorisation depuis février 2007", explique Serge Monnier, membre du comité d'entreprise.

"Depuis 1999, la perte du pouvoir d'achat des salariés est supérieure à 12 %. Et avec l'accélération de la hausse des prix, qui sera supérieure à 3 % en moyen-



Une centaine de personnes ont débrayé devant l'établissement.

ne cette année, cette situation a encore empiré en 2008. C'est le résultat d'une politique salariale dictée par les pouvoirs publics", poursuit le représentant de la CFDT, syndicat majoritaire à la Chimotaie.

Trente euros de plus par mois

L'intersyndicale, en faisant du maintien du pouvoir d'achat "la priorité absolue", a exigé un rattrapage sous forme de revalorisation immédiate de 2,15 % à partir du 1er janvier 2008. "2,15 % d'augmentation, c'est trente euros par mois de plus sur le bulletin de paye", rappelle Serge Monnier.

L'autre désaccord concerne la prime. "On touche à la fin de l'année une prime de 5 % du salaire brut. Les employeurs envisagent de réserver 2 % de son montant au mérite. Cela signifie que tout le monde ne l'aura pas. C'est un refus catégorique", ajoute-t-il.

Mardi, la revendication nationale s'est traduite par

une manifestation à Paris. Le même jour à Cugand, excepté le personnel d'astreinte pour le service minimum, le taux de participation du débrayage a atteint 90 %. Du jamais vu. Prochain épisode dans quelques jours à Paris.

L'intersyndicale de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale a demandé un rendez-vous au ministère.

- 85 - Cugand
La Chimotaie

L'Hebdo
de Sèvre & Maine

Cugand
Salaires bloqués :
la Chimotaie en grève

Page 2



COMMUNIQUE DE PRESSE

A l'appel de l'intersyndicale CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, UNSA, le 30 Septembre 2008, plus de 15 000 salariés du secteur privé associatif, sanitaire, social, médico social et de l'aide à domicile, ont manifesté à Paris et dans toute la France pour exiger une augmentation immédiate et conséquente des salaires et défendre leurs secteurs d'activité.

Devant cette mobilisation, qui a rencontré un écho sans précédent, les Ministres concernés nous ont répondu que les contraintes financières imposées à nos secteurs étaient incontournables. L'ensemble des organisations syndicales de salariés considère que cette réponse est inacceptable et qu'il faut sortir du carcan financier imposé.

Les moyens accordés aux secteurs doivent être à la hauteur des besoins des populations et doivent permettre des augmentations salariales visant à mettre un terme à la baisse du pouvoir d'achat :

- en augmentant les salaires dans toutes les conventions collectives nationales,
- en relevant les minima conventionnels,
- en rattrapant la perte du pouvoir d'achat.

C'est pourquoi les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, UNSA réunies le 1^{er} Octobre 2008 décident, dans l'unité :

- ✚ de présenter des avenants conventionnels avant fin octobre, dans les branches concernées : branche associative sanitaire, sociale et médico sociale à but non lucratif (B.A.S.S.), branche de l'aide à domicile (B.A.D.) prenant en compte leurs revendications salariales.
- ✚ de les porter dans le même temps au Ministère pour qu'il en assure le financement.
- ✚ d'inviter les salariés à soutenir ces initiatives en renforçant et en élargissant la mobilisation par tous les moyens qu'ils jugeront utiles, de les faire connaître, les porter auprès des élus, des tutelles concernées.

L'ensemble des organisations syndicales considère que si les revendications ne sont pas satisfaites, elles appelleront les personnels à se mobiliser dans le cadre d'une grève nationale au plus tard fin novembre.

Paris, le 1^{er} Octobre 2008

L'après manif ...